



ÉDITORIAL

Un regard furtif sur le vécu quotidien en République Démocratique du Congo(RDC) suffit pour mesurer l'ampleur des ravages causés par la pauvreté sous toutes ses formes auprès des populations. Situé au cœur de l'Afrique, ce continent que l'on dit oublié et condamné à l'enlèvement, la RDC n'a pas échappé au mal qui affecte depuis une décennie toute la région des Grands Lacs. Révoltes, coups d'Etat, famine, guerres civiles, dictatures bananière, génocide, pressions de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire Internationale, ...on n'en finit pas de dire que l'Afrique noire est mal parti.

Pourtant, sous les traits d'un drame Shakespearien où les alliances se font et se défont ; où le destin personnel provoque trahison, haine et vengeance, une nouvelle Afrique cherche à s'affirmer. En RDC, certains hommes et femmes essayent de lutter contre la fatalité et de prendre en mains leur destiné en organisant des mécanismes de survie qui, de fois, échappent au grand débat international. Ces mécanismes se traduisent à travers les pensées, réflexions et argumentations que les chercheurs de l'Université Catholique du Graben émettent dans ce numéro de *Parcours et Initiatives* afin de redessiner les différentes options susceptibles de servir de référence pour le redécoupage du Congo nouveau. Dans cette perspective les chercheurs de la faculté d'économie, des sciences politiques et administratives ainsi que ceux de droit ont consenti d'auréoler ce numéro par des réflexions traduites à travers 13 articles.

De ce fait, il se dégage deux grandes orientations de pensée à la lecture de ce numéro : la première met en valeur la femme congolaise et les mécanismes de survie qu'elle met en place pour lutter contre la pauvreté. Ceci se traduit aisément par l'analyse qu'en fait Mukirania lorsqu'elle part des pratiques informelles auxquelles les femmes de Butembo s'adonnent à travers des mouvements associatifs pour constituer un cadre idéal pouvant leur assurer une autopromotion. Ceci aboutit à l'accès aux crédits rotatifs qui permettent à leurs ménages de survivre et confère aux femmes, population démunie et longtemps négligée dans la sphère économique, la possibilité d'accumuler les avoir. Bien plus, l'analyse qu'émet Mulyangote dans la même perspective, va plus loin en ce sens qu'elle nous met aux prises d'une situation faisant état des femmes tenancières des officines pharmaceutiques en ville de Butembo qui ont développé à côté de leur occupations quotidiennes des stratégies de survie. Non seulement elles partent de tontines pour constituer des crédits rotatifs, mais combinent également leur travail avec des petits jobs relevant de la « débrouillardise » dans le souci d'accroître leur capital.

Eugénie Mastaki fixe le lecteur sur les modalités de renforcer la capacité de l'Etat congolais afin de substituer ses faiblesses par l'apport des organisations non étatiques au service de l'intérêt communautaire. Elle focalise sa réflexion sur l'action des ONG internationales confrontées à plusieurs difficultés d'ordre social, culturel, politique et économique dans les territoires de Beni et de Lubero en donnant une orientation au pouvoir public en vue de fixer des critères rationnels de sélection de leur projet prioritaire pour rendre leur action efficace sur terrain.

La deuxième orientation dans ce numéro jette les jalons sur les possibilités de la refondation de l'Etat congolais à travers la bonne gouvernance. Ici les propositions émises par Kambale Tsiko, après avoir astucieusement démontré les failles des négociations inter congolaises, donnent les possibilités de sortie de crise des pays de la région des Grands Lacs condamnés par l'histoire et la géographie à partager un destin commun. A travers les solutions négociées, l'auteur insiste sur les échecs du passé afin d'éviter aux négociateurs congolais de tourner en dérision dans une spirale des négociations qui ne sont bénéfiques ni à ses populations, ni à ses voisins dont la survie dépend énormément de la stabilité de ce géant géostratégique qu'est la RDC. Dans la même perspective, Kahindo Muhesi prend la balle au bond en démontrant comment le contrôle parlementaire au niveau des assemblées provinciales peut redresser la gouvernance en RDC. En effet, partant de l'expérience de la province du Nord Kivu, il démontre comment dans un contexte d'apprentissage démocratique l'exercice du contrôle parlementaire est phagocyté par une kyrielle de facteurs internes et externes. Il déchiffre dans une logique de compréhension les écueils au processus de la régionalisation en RDC. Kasereka SIVIRI dans la même orientation s'attèle sur les pesanteurs politiques qui freinent l'action des députés du Nord-Kivu à l'Assemblée provinciale. Mbusa KIZITO, quant à lui, analyse le contenu de la loi organique n°016/016 du 07 octobre 2008 portant composition, organisation et fonctionnement des Entités Territoriales Décentralisées en RDC et leurs rapports avec l'Etat ainsi que les Provinces. Il examine les chances pour la RDC d'atteindre l'objectif poursuivi par ces textes qui consiste à créer des centres d'impulsions de développement à la base partant des moyens dont elle dispose. Presque en volte face, Isaac KIVIKYAVO donne les forces centrifuges qui concourent à la désignation des animateurs de la territoriale dans les deux villes de Beni et butembo. Son analyse sociologique démontre que les partis politiques, le terroir, la religion, la fonction antérieure et le sexe déterminent les variables prépondérantes dans leur désignation. Le pouvoir est confisqué au détriment des autres alors qu'un équilibre et une concertation seraient des préalables aux nominations. C'est finalement dans cette atmosphère morose dédiée à la gestion des Entités dont le leitmotiv est la démocratie que Malonga Telesphore et Mbusa Nzanu Yotama, après avoir décrit la situation insécuritaire à Butembo, proposent des pistes solutions durables.

Les juristes ont contribué à cette recherche en se penchant sur l'intérêt pour l'Etat de d'user de la protection juridique aussi bien à l'endroit de ses concitoyens qu'à celui ses ressources naturelles. C'est dans ce cadre que MUYISA MUSUBAO nous partage son point de vue sur le débat concernant la capacité juridique de la femme mariée en droit du travail congolais. La controverse autour de la capacité juridique de la femme mariée en matière de droit de travail trouve ici une orientation. L'article 3 de l'ordonnance- loi n° 67 / 310 du 09/08/1967 qui avait placé la femme mariée sous le régime de liberté professionnelle est désormais élucidé par la convention luttant contre toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme.

En parlant de l'évolution du statut de l'individu en droit international, Makirombo démontre comment sa protection par le droit international semblait entraîner une grave atteinte à la souveraineté des États. Sur ce, avec l'évolution de la société internationale, l'individu a tellement évolué dans le sillage des Etats qu'il est, par la suite, devenu à son tour sujet du droit international.

Éditorial

A son tour, MAHUKA nous fait partager l'expérience des Etats de l'Afrique de l'Ouest dans la protection et la préservation de l'environnement marin comme l'une des préoccupations de la Communauté internationale dont l'objectif est de conserver les ressources halieutiques, ce qui a conduit à l'adoption d'une réglementation internationale de la pêche maritime. Toutefois, il démontre que dans la pratique, cette réglementation est très souvent violée dans le cadre du phénomène de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée touchant principalement certaines espèces hautement valorisées, en l'occurrence, la crevette, le thon, le calamar, etc. et aboutit à leur surexploitation, notamment dans les espaces maritimes. Son analyse consiste à vérifier si cette surexploitation, souvent dénoncée comme un pillage, l'est réellement au sens du droit international. Bien qu'économiste, Musubao KIVUYIRWA aborde la même préoccupation en parlant du lac Edouard de la RDC dont le souci de protection est partagé par toutes les forces vives de la société. Pour lui, La question de la gestion des ressources halieutiques en R.D.C. ne doit pas être comprise seulement comme un problème d'environnement ou de droit, mais aussi comme une question d'économie de l'environnement qui nécessite l'intervention des différentes instances pour un développement durable dont le souci est de converger leurs intérêts par une conservation participative et communautaire.

Ainsi compris, les résultats des recherches dans ces trios disciplines sont capitalisés dans ce numéro et mis à la disposition des lecteurs de la revue *PARCOURS ET INITIATIVES*. La science étant un domaine extrêmement dynamique, les contradictions à son sein assurent sa promotion et son évolution. C'est pour cette raison que nous aurons la joie et le courage de corriger certaines lacunes si nos lecteurs ont la bonté de nous faire parvenir les remarques, critiques et opinions relatives à cette publication.

*Angélus MAFIKIRI TSONGO
Professeur Ordinaire et Recteur de
l'Université Catholique du Gabon.*

	Université Catholique du Gabon CENTRE DE RECHERCHES INTERDISCIPLINAIRES DU GRABEN B.P. 29 BUTEMBO/NORD-KIVU
	PARCOURS ET INITIATIVES
	MÉCANISMES DE SORTIE DE CRISE EN RDC ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT EDITORIAL 4 ASSOCIATIONS DE SOLIDARITE DE DEVELOPPEMENT ET PROMOTION DE LA FEMME EN VILLE DE BUTEMBO 7 DES STRATEGIES DE SURVIE DES FEMMES TENANCIERES DES OFFICINES PHARMACEUTIQUES EN VILLE DE BUTEMBO 27 DEBAT AUTOUR DES INTERVENTIONS DES ONG INTERNATIONALES DANS LE DEVELOPPEMENT RURAL EN AFRIQUE 54 DIALOGUES ET NEGOMANIE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO : STRATEGIE DES ACTEURS ET POIDS DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE.....69 REGIONALISATION, CONTROLE PARLEMENTAIRE ET BONNE GOUVERNANCE PROVINCIALE AU NORD-KIVU. 90 ENJEUX ET DEFIS POLITIQUES DE L'ASSEMBLEE PROVINCIALE DU NORD-KIVU DE 2007 A 2011.....102 DECENTRALISATION ET GOUVERNANCE LOCALE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.....118 ANALYSES SOCIOPOLITIQUES DES MANDATS DES GOUVERNANTS DES VILLES DE BENI ET DE BUTEMBO : DE 1999 A 2011 138 LA DEFAILLANCE DE LA PROTECTION DE L'ORDRE PUBLIC EN VILLE DE BUTEMBO DE 2007 A NOS JOURS. CAS DE LA SECURITE.....163 LA PROTECTION JURIDIQUE DE LA FEMME TRAVAILLEUSE EN DROIT CONGOLAIS 180 EVOLUTION DU STATUT DE L'INDIVIDU EN DROIT INTERNATIONAL 197 ASSISTE-T-ON À UN PILLAGE DE RESSOURCES HALIEUTIQUES DANS LES ESPACES MARITIMES DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ? 210 EXPLOITATION DES RESSOURCES DU LAC EDOUARD ET DEVELOPPEMENT DURABLE 227
	N° 8 Juin 2011

Parcours et Initiatives

N° 8

Comité de rédaction

Directeur de Publication : P.A. KAMBALE VALIMUNZIGHA Charles

Secrétaire du Comité de rédaction : Ass. KAMBALE TSIKO Patrick

Dactylographe et mise en page : Ass. KAMBASU KASULA Florent

Comité scientifique

- | | |
|----------------------------|-----------------------------|
| - P.O. MAFIKIRI TSONGO | - P.A. PALUKU KITAKYA |
| - P.O. MAKUMYAVIRI M'PONDI | - P.A. KAMBALE MIREMBE |
| - P. MALUMALU MUHOLONGU | - P.A. VAHAVI MULUME |
| - P. MUHINDO MALONGA | - P.A. KAKULE VYAKUNO |
| - P. NDUNGO VIGHERI | - P.A. PALUKU MUTIVITI |
| - P.A. MUHINDO KATSUVA | - P.A. KASEREKA MWANAWAVENE |
| - P.A. NZEREKA MUGHENDI | - P.A. SOLY KAMWIRA |

Parcours et Initiatives

DIRECTION ET ADMINISTRATION

Université Catholique du Graben

B.P. 29 Butembo / Nord – Kivu

Centre de Recherches Interdisciplinaires du Graben

crigucg@yahoo.fr

Tél. +243 994289627

+243 853753373

Prix d'achat :

- En R.D.C. : 10\$ ou l'équivalent en Francs Congolais
- A l'étranger : 15\$ ou l'équivalent en Euro.

N° du dépôt légal : 11108–2002–38

© 2011, Presses Universitaires du Graben

Centre de Recherche Interdisciplinaire du Graben

P.U.G- C.R.I.G.

